

Le juge à la retraite estime que l'appel au rassemblement lancé par le sultan Ibrahim Mbombo Njoya pourrait déboucher sur un « nouveau front de guerre ».

L'ancien avocat general auprès de la cour Suprême, soutient que les tentatives de contrer le BAS seraient probablement une répétition de ce qui s'est passé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest en décembre 2016.

Pour lui, cette situation pourrait être similaire au cas anglophone. « C'est à cause des manœuvres du camp opposé pour contrer la réunion condamnée par le RDPC que la situation s'est aggravée », rappelle-t-il.

Cette initiative qui est donc du sénateur, le sultan Ibrahim Mbombo Njoya, chef de la délégation permanente du RDPC pour la région de l'Ouest, a pour but de dénoncer les agissements de la Brigade Anti-Sardinards (BAS), nom de cette organisation née au sein des diasporas camerounaises au lendemain du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018, très hostile au régime du président Biya.

Dans son communiqué, le sultan Mbombo Njoya indique que ce rassemblement du samedi 20 juillet permettra de dénoncer « tout discours haineux et tribal, de promouvoir la cohésion et la paix nationale », aussi dénoncer les attaques contre les institutions républicaines incarnées par

le chef de l'Etat.

Pour la circonstance, le sultant roi des Bamoun, invite tous les chefs des huit délégations départementales du RDPC de la région Ouest à mobiliser au moins 6000 personnes. Sont conviés à ce meeting, les membres et chargés de mission de la délégation permanente régionale de l'Ouest, les chefs, membres et chargés de mission des délégations permanentes départementales, les membres du Comité central, les secrétaires généraux et assimilés, les sénateurs, les députés, les présidents des sections RDPC, OFRDPC, OJFRDPC, les délégués du gouvernement, les PCA des sociétés publiques et parapubliques, les directeurs généraux, les inspecteurs généraux, les directeurs, les maires, les chefs de 2e degré, les militants et sympathisants du RDPC.